

Que se passe-t-il

EN INDOCHINE ?

• Juillet 1954 : le cessez-le-feu a sonné en Indochine. La France liquide son empire asiatique, évacue ses troupes et ses administrateurs, tente d'ouvrir un chapitre entièrement nouveau dans l'histoire de ses rapports avec les anciens pays vassaux, devenus « Etats associés ». La paix revient enfin dans les villages et les rizières ravagés par une guerre absurde de 8 années.

• Décembre 1960 : plus de 6 ans ont passé et l'Indochine est entrée à nouveau en convulsions. Au Laos, le canon a tonné sur les bords du Mékong et l'on se bat, comme en 1954, dans la Plaine des Jarres, à quelques dizaines de kilomètres de Dien-Bien-Phu, tombeau du Colonialisme français. Au Sud-Vietnam, un Coup d'Etat militaire manqué a révélé la fragilité du régime présidentiel

de Diem, paralysé par la corruption, soumis à la double menace d'un terrorisme impitoyable et de la propagande acharnée d'Hanoï qui se déchaîne sans répit contre le « régime fantoche » du Sud. Seul, le Cambodge échappe encore, presque miraculeusement, à cette atmosphère de guerre et de sédition.

Comment les espoirs suscités par la signature des Accords de Genève ont-ils pu à ce point être déçus ? Une certaine presse bien pensante résout le problème à sa manière : à l'entendre, le chaos actuel prouve que l'ancienne Indochine n'était pas mûre pour l'indépendance et que tout aurait mieux marché « si les Français étaient restés ». Mais une explication aussi simpliste ne résiste pas à l'analyse.

AU VIETNAM

L'HISTOIRE récente du Vietnam, le pays le plus étendu et le plus peuplé de la péninsule indochinoise, montre avec clarté les responsabilités des Occidentaux, de l'Amérique et de la France en premier lieu, dans la prolongation de la dangereuse division du pays en deux Etats rivaux.

Les Accords de Genève, en effet, avaient stipulé que le partage du pays par le 17° parallèle, motivé par les nécessités militaires de l'armistice, devait être provisoire. Dès le mois de juillet 1956, des élections devaient être organisées dans tout le Vietnam afin de préparer sa réunification. Or, ces élections n'eurent jamais lieu car les Etats-Unis avaient décidé que le Sud-Vietnam serait un « bastion anticommuniste » et le tremplin de leur influence en Asie du Sud-Est.

A cette fin, il fallait gagner du temps pour ren-

forcer le régime du Sud, faible et impopulaire, que des élections générales à cette date auraient certainement balayé au profit de la République Démocratique du Vietnam (R.D.V.N.). Le gouvernement de Saïgon refusa donc toutes les propositions d'Hanoï en vue d'organiser le scrutin. Quant à la France, elle s'associa avec l'Amérique, au nom de la « solidarité occidentale », à cette grave violation d'un des articles essentiels des Accords de Genève. Elle n'en fut guère récompensée car le gouvernement sudiste, agent zélé de l'impérialisme yankee, s'employa dans tous les domaines pour éliminer l'influence française au profit de l'influence américaine.

Depuis 1955, en effet, le dollar est roi à Saïgon. Malheureusement, les énormes dépenses du Trésor américain au Sud-Vietnam n'ont réussi qu'à rendre encore plus impopulaire le système de « dictature familiale » de M.

Que se passe-t-il en Indochine ?

Ngo Dinh Diem, dont les frères, les ministres, les généraux et les haut-fonctionnaires se sont scandaleusement enrichis aux dépens du peuple et de la classe moyenne.

Revenue de ses illusions, la majorité de la population du Sud, même si elle n'incline pas absolument vers le Communisme, prête désormais une oreille attentive à la propagande d'Hanoï..

Ayant constaté, en effet, qu'aucune possibilité d'entente n'existait avec le régime du Sud, la R.D.V.N. a décidé de l'abattre. Si Ho Chi Minh en donnait l'ordre, les 400.000 hommes de l'armée populaire, dont le moral et l'encadrement sont supérieurs, n'auraient probablement pas de peine à mettre en déroute les 150.000 soldats de l'armée sudiste, malgré son matériel et ses instructeurs américains. Mais une attaque frontale sur le 17° parallèle est hors de question : ce serait une violation des Accords de Genève et Hanoï n'en veut pas. Selon la propagande du Nord, c'est au peuple vietnamien seul que revient la tâche d'éliminer le tyran du Sud.

C'est donc de l'intérieur que sont déclenchées les attaques qui doivent donner au régime diémiste les coups mortels. Comme au temps où il fallait abattre « l'impérialisme français », la guerre révolutionnaire et la guerre psychologique font rage dans le Sud : les commandos du Vietminh, frappant la nuit, s'éclipsent le jour, harcèlent les dépôts et les voies de communication, rançonnent les planteurs et les commerçants ; leur propagande s'exerce sans répit, menace, terrorise, endoctrine selon le cas. Dans les endroits où il est le plus fort, surtout

dans le delta du Mékong et à l'extrême Sud, le Vietminh monte de véritables opérations, prend même le contrôle de certains territoires où il implante une administration provisoire. Entraînées par ses conseillers américains à la guerre classique, l'armée et la police du régime s'épuisent contre cet adversaire insaisissable, dans des entreprises de répression inefficaces dont la population souffre plus que les terroristes. Dans la troupe et parmi les officiers, le mécontentement se développe. Dans tous les milieux, l'opposition contre le régime fait tache d'huile et s'enhardit.

Le résultat, c'est le putsch avorté du 11 novembre : le Président Diem, cerné dans son palais par les parachutistes de Saïgon révoltés, réussit à force de ruse et d'obstination à rameuter des troupes fidèles et à briser la rébellion. Mais celle-ci a porté au système dictatorial un coup dont il ne se relèvera probablement pas. Le « régime Diem » n'est plus qu'un mort en sursis et il le sait.

Et les Américains? De toutes parts, on les accuse d'avoir fomenté le coup de force, probablement pour substituer à Ngo Dinh Diem, qui n'a plus leur confiance absolue, un gouvernement militaire à leur entière dévotion. Quoi qu'il en soit, les rapports de Saïgon et de Washington se sont refroidis et la diplomatie américaine a réussi, au Vietnam, un tour de force : celui d'avoir dépassé, en imprévoyance, en fausse astuce, et finalement en impopularité, les combinaisons les plus saugrenues des baodaïstes français.

AU LAOS

AU Laos, c'est bien pire encore. Sans unité géographique ni ethnique, démunie de frontières naturelles, étalant ses 2.400.000 km², entre la Chine et la R.D.V.N. au Nord-Est, la Thaïlande et le Sud-Vietnam anti-communistes à l'Ouest et au Sud, le Cambodge neutraliste au Sud-Ouest, cet étrange pays était prédisposé à devenir, pour son malheur, un laboratoire et un champ d'expérience pour les colonisateurs, les diplomates et les stratèges des camps opposés. C'est ce qui n'a pas manqué de se produire...

Dès la conclusion de l'armistice de 1954, un

problème vital se posait au Laos : la réintégration dans la communauté nationale du Pathet Lao, mouvement dissident d'extrême-gauche dont les Accords de Genève avaient provisoirement regroupé les forces dans les provinces du Nord-Est. Après plusieurs années de tension, un accord fut signé en 1957 entre le prince Souvanna Phouma, Premier ministre, et son demi-frère, le prince Souphannouvong, chef du Pathet Lao : celui-ci rentrait dans la légalité et accédait au gouvernement qui adoptait un programme neutraliste, conforme aux aspirations du pays et à sa situation géographique.

Mais cette politique raisonnable se heurte à l'opposition acharnée des Etats-Unis qui avaient décidé de transformer en un « bastion anticommuniste » ce territoire stratégiquement indéfendable, habité par la population la plus paisible du Sud-Est asiatique.

Les intrigues de la diplomatie américaine amenèrent, en 1958, la démission de Souvanna Phouma. Dès lors, le pays inondé de dollars et de brochures de propagande bascula dans le camp de l'Amérique. A l'extérieur, les relations furent rompues avec les voisins communistes du Laos. A l'intérieur, une corruption éhontée régna dans le gouvernement, l'administration et l'armée dont le chef, le général Phoumi Nosavan, ambitieux, rusé et sans scrupules, devint le véritable maître du pays et jura à ses bailleurs de fonds américains d'éliminer le Pathet-Lao. Mais celui-ci, renforcé par le soutien croissant de la population, résista à tous les assauts et ses partisans se multiplièrent du Nord au Sud du pays. Encore une fois, on dut constater que la politique de combat anti-communiste imposée par Washington parvenait à des résultats exactement opposés au but recherché.

C'est dans cette atmosphère qu'éclata le coup d'Etat du 9 août. Un jeune officier inconnu, le capitaine Kong Le, dépourvu d'expérience politique, mais intègre et courageux, s'empare de Vientiane avec son bataillon de parachutistes et proclame qu'il faut revenir à la politique de 1957 : négocier avec le Pathet Lao au lieu de le combattre et rétablir des relations normales avec la R.D.V.N. et la Chine communiste.

Rappelé au pouvoir, le prince Souvanna Phouma entama des pourparlers avec le Pathet Lao, reprit les relations diplomatiques avec l'Union Soviétique et assura que le Laos serait désormais neutre et pacifique. Au début, tout alla bien. Ecœuré par les luttes fratricides et les corruptions des anciens dirigeants, la population

accueillit avec faveur le nouveau gouvernement et commença à prendre une part plus active à la vie publique. Mais une nouvelle fois, les stratégies du Pentagone et du Département d'Etat brisèrent net cet élan du peuple laotien vers la paix et une vie meilleure. Le général Phoumi rompit avec Vientiane et établit un mouvement dissident à Savannakhet dans le Sud du pays. Entouré de conseillers américains, il reçut à profusion argent, aide et matériel alors que le gouvernement des Etats-Unis coupait les vivres à Souvanna Phouma. De son côté, la Thaïlande — dont le régime féodal et anti-communiste est aux ordres de Washington — aidait ouvertement les rebelles et bloquait la partie du Laos contrôlée par Souvanna Phouma. Pour bien affirmer la résolution du Pentagone, la 7^e flotte quittait ostensiblement ses bases et venait croiser au large des côtes annamites.

Démunies de tout, les troupes loyales, après quelques succès initiaux, furent refoulées jusqu'aux portes de Vientiane tandis que les forces du Pathet Lao accouraient au secours du capitaine Kong Le. Quant au prince Souvanna Phouma, il a quitté le Laos pour le Cambodge, le 9 décembre, après une dernière et vaine tentative de conciliation.

Vientiane est tombée, le 16 décembre, aux mains du général Phoumi, après quatre jours de furieux combats. Près de 500 Laotiens, civils pour la plupart, ont payé de leur vie ce nouvel épisode de l'étrange croisade entreprise dans leur pays pour le compte de Washington. Mais aucun des problèmes essentiels n'est réglé.

L'arbitre éliminé, Phoumi, et le Pathet Lao restent pratiquement face à face, et une aggravation de la guerre civile est inévitable. Le calvaire du peuple laotien doit continuer. Quel sera le prochain acte de ce drame bouffon et sanglant, digne de Jarry ou de Bertolt Brecht ? Nul ne peut encore le prévoir.

ET AU CAMBODGE

L'EXEMPLE du Cambodge montre pourtant qu'une politique de réconciliation nationale et de neutralisme est le meilleur moyen de maintenir la paix et un équilibre relatif dans les petits pays de cette région exposés à de dangereux voisins.

Depuis 1955, date à laquelle le prince Norodom Sihanouk, naguère souverain et à présent

chef de l'Etat khmer, a engagé son pays dans la voie de la « neutralité active », la stabilité et le calme qui y régnaient contrastent avec les soubresauts qui agitent les autres régions de l'Indochine. Des accords de coopération technique et économique ont été signés avec la Chine de Pékin que le Cambodge a reconnue. Un traité d'amitié vient d'être conclu avec l'U.R.S.S.

Que se passe-t-il en Indochine ?

L'ogre soviétique n'a pas pour autant dévoré le Cambodge. Fermement attaché à la liberté, fidèle à ses traditions historiques et religieuses, le gouvernement de Pnom-Penh n'accepte pas le développement du communisme à l'intérieur de ses frontières, mais il est prêt à accepter l'aide de tous les pays, sans pour cela vouloir devenir le satellite d'aucun d'eux. Il a d'excellents rapports avec la France et les puissances occidentales. Les Etats-Unis eux-mêmes, après avoir essayé sans succès en 1954-55 de faire au Cambodge le coup du Laos, se sont résignés à l'état de fait actuel et lui octroient une aide financière importante. Mais cette situation privilégiée pourra-t-elle durer alors que la guerre froide fait rage aux frontières de l'Etat khmer ? On peut en douter.

On ne saurait trop souligner, encore une fois, les responsabilités du monde libre dans les drames qui ravagent actuellement le visage de la péninsule indochinoise. Si les fautes commises avec obstination par la diplomatie américaine sont écrasantes, la Grande-Bretagne et la France, quant à elles, ont péché par une carence regrettable. Pourtant, les gouvernements de Londres et de Paris sont co-signataires des Accords de Genève dont la lettre et l'esprit ont déjà été violés à plusieurs reprises. L'attachement obstiné et sans imagination de nos chan-

celleries au principe de « solidarité occidentale » — qui fonctionne, dans cette région, au seul profit du Département d'Etat — explique peut-être cet immobilisme mais ne l'excuse pas.

La diplomatie gaulliste se targue volontiers d'indépendance mais on attend encore ses initiatives dans une zone où la France conserve pourtant un précieux capital de confiance puisque les élites sont imprégnés de sa culture et puisque — oubliées les erreurs du Baodaïsme — nous ne nous sommes compromis qu'à moitié et à contre-cœur dans les entreprises extravagantes des héritiers de M. Foster Dulles.

Allons-nous laisser à la nouvelle administration américaine le mérite de proposer des formules réalistes et neuves pour rétablir l'équilibre de cette région névralgique de l'Asie du Sud-Est où l'on parle notre langue ? Allons-nous attendre docilement l'ordre de Washington pour aborder de front le problème qui domine tous les autres en Extrême-Orient : celui de l'établissement de relations normales avec la Chine Populaire ?

Ces questions sont urgentes car l'incendie couve là-bas. Aussi convient-il de les poser sans relâche, aujourd'hui plus que jamais, aux responsables de notre politique étrangère.